

## **Noguchi, Motoo**

Candidat japonais aux élections du Conseil d'administration du Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale.

### **Curriculum vitae**

#### **Motoo Noguchi**

Nom de famille	Noguchi
Prénom	Motoo
Sexe	masculin
Date de naissance	1 <sup>er</sup> avril 1961
Nationalité	japonaise
État civil	marié
Critère régional	Asie / Pacifique

### **Langues**

Japonais	Langue maternelle
Anglais	Avancé
Français	Notions de base

### **Diplômes et formation**

Avril 1983-mars 1985 : Institut de formation et de recherche juridique de la Cour suprême du Japon, diplôme du barreau national

Avril 1979-mars 1983 : Université de Tokyo, Faculté de droit, Licence de droit.

### **Expérience professionnelle**

Depuis décembre 2012 : Président de la Commission des directeurs, Fonds au profit des victimes, Cour pénale internationale

Depuis avril 2014 : Procureur, Bureau des procureurs généraux, Division des appels au ministère de la Justice, Japon ; engagement de poursuites dans des affaires criminelles devant la Cour suprême

Depuis septembre 2009 : Professeur invité, université de Tokyo, École supérieure des arts et des sciences ; organisation de séminaires sur l'État de droit et la justice pénale internationale

Juin 2012-avril 2014 : Directeur de la Coopération internationale, Ministère de la Justice, Département, Institut de recherche et de formation ; direction du service d'assistance juridique et technique au ministère de la Justice en faveur des pays en justice transitoire à travers des programmes japonais d'Aide public au développement (APD)

Mai 2006-juillet 2012 : Juge international, chambre de la Cour suprême, Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (ECCC ou procès Khmers Rouges), Nations-Unies : arbitrage de dossiers de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide commis entre 1975 et 1979 pendant le régime des Khmers Rouges, décisions relatives à la participation et aux réparations des victimes. A également siégé en tant que membre actif en

séances plénières à la Commission des procédures et règlements et à la Commission de l'administration juridique

Juin 2004-juillet 2012 : Professeur à la UNAFEI (Institut des Nations-Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient), ministère de la Justice ; promotion des standards internationaux et renforcement de la coopération mutuelle au sein des pays membres des Nations-Unies dans le domaine de la prévention des crimes et de la justice pénale

Juin 2004-mars 2014 : Avocat au Bureau des Affaires juridiques internationales, division des Affaires juridiques internationales, ministère des Affaires étrangères ; fourniture de conseils juridiques relatifs à l'État de droit, à la justice pénale internationale et au droit humanitaire international

Avril 2004-juin 2004 : Procureur (chef de la section des Affaires étrangères et de la section de la délinquance juvénile, Bureau des procureurs publics du district de Tokyo, branche de Hachioji), ministère de la Justice ; responsable des enquêtes criminelles et réquisitoires pour la partie ouest de Tokyo

Mars 2000-mars 2004 : Conseil au Bureau du Conseil général, Banque asiatique du développement ; a développé puis mis en œuvre les activités de la Banque asiatique du développement (ADB) dans la lutte contre le blanchiment de l'argent et contre le financement du terrorisme afin de promouvoir la mise en conformité des pays membres aux standards internationaux. Également engagé dans le financement de projet et l'assistance technique fournis par la ADB

Avril 1996-mars 2000 : Professeur à l'Institut de formation et de recherche, ministère de la Justice : responsable de la programmation, de la mise en œuvre et de l'organisation de conférences relativement à des programmes de formation pour (i) des procureurs japonais et autres fonctionnaires du ministère, et (ii) pour des professionnels du droit de pays asiatiques en développement dans le cadre de programmes japonais d'Aide public au développement (APD)

Mai 1985-mars 1996 : Procureur au ministère de la Justice ; responsable des enquêtes criminelles, des poursuites, procès et appels de différentes sortes de crimes, notamment les crimes graves dans les Bureaux de districts des procureurs publics

### **Autres activités professionnelles**

- Membre du Comité consultatif, Commission présidentielle enquêtant sur les plaintes relatives aux personnes portées disparues, Sri Lanka
- Membre du Comité de rédaction, coll. de droit pénal international Brill
- Membre du Comité consultatif, Forum pour le droit pénal international et le droit humanitaire (FICHL)
- Membre du Comité consultatif, Réseau matrice des Affaires (CMN)
- Membre du Comité consultatif, Commission Wildlife Justice (WJC)
- 2008-2009 : membre de la Faculté de l'*Asian International Justice Initiative's 1st and 2nd Summer Institute* (Bangkok et Bali)
- Septembre 2006-août 2007 : Personnalité invitée de l'École de droit de Yale, Centre Schell pour les droits de l'homme internationaux ; personnalité invitée du Centre MacMillan pour les études

internationales et régionales de Yale, programme d'étude sur le génocide (a dirigé des recherches sur la justice pénale internationale)

- Mai 2007 : membre de la Faculté de l'Institut international d'Études supérieures sur les sciences criminelles (ISISC), Sixième cours de spécialisation sur le droit pénal international, La justice d'après conflit, Siracuse, Italie

- Juin 2005-juillet 2005 : Professionnel invité, Présidence, Cour pénale internationale (a mené une recherche afin de préparer l'adhésion du Japon au Statut de Rome)

- Septembre 1992-août 1993 : Chercheur invité, université de Washington, École de droit, Seattle, États-Unis

### **Publications les plus pertinentes**

- *Cour pénale internationale : Juger les crimes internationaux les plus graves*, 2<sup>e</sup> éd., chap. 7, « Le Fonds en faveur des victimes et ses activités » (Toshindo, 2014, en japonais)

- Cycle de conférences sur les droits de l'homme internationaux, vol. 4 : « Mise en œuvre des droits de l'homme internationaux », chap. 25, « Structure juridique et défis sur le plan pratique de la ECCC (Chinzancha, 2011, en japonais)

### **Séminaires les plus pertinents**

- « La Réhabilitation psychologique des victimes », mars 2015, La Haye

- « Plan stratégique du Fonds au profit des victimes et Rapport sur les victimes de violences sexuelles ou sexistes », décembre 2014, New York

- « Soutenir les survivantes de violence sexuelle par une assistance et des réparations, grâce au Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale », juin 2014, Londres

- « Des médecins pour les droits de l'homme : juges des cours nationales et internationales ayant une expérience dans le jugement des affaires de violence sexuelle pendant un conflit », juin 2014, Londres

- Douzième session, sixième session plénière de l'Assemblée des États Parties : « Discussion à propos des victimes », La Haye, novembre 2013

- « Lancement d'une évaluation externe des programmes du Fonds au profit des victimes dans le nord de l'Ouganda et en République démocratique du Congo, vers une perspective d'interventions à venir », La Haye, novembre 2013

- « La Cour pénale internationale a dix ans : mettre l'accent sur les victimes », Tallinn, septembre 2012

- « Pour conclure la Conférence de la structure d'experts en procédure pénale internationale », La Haye, 2011

- Rencontres, dans le cadre de l'Organisation consultative juridique Asie-Afrique (AALCO), des experts juridiques du Statut de Rome de la Cour pénale internationale : questions et défis, Kuala Lumpur, 2011

- Institut Brandeis pour magistrats internationaux (BIIJ) 2010 : « Vers un État de droit international », Salzbourg, 2010

- Séminaire international sur « Le respect des lois et les activités de protection des témoins et des victimes », Jakarta, 2010
- Symposium sur « Les nouveaux développements du droit pénal international », Pékin, 2009
- « Défis concernant le procès des Khmers rouges », Symposium international à propos des études sur le génocide et de la construction de la paix », université de Tokyo, 2008
- Conférence sur la justice pénale internationale, Turin, Italie, 2007

### **Divers**

- Certificat de réussite, Sécurité avancée sur le terrain (ASITF), Département des Nations-Unies de la Sûreté et de la Sécurité, juillet 2013